



ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DES SYSTÈMES FINANCIERS
DÉCENTRALISÉS DU BÉNIN

Numéro 48 - 1er trimestre 2026

Magazine de la **MICROFINANCE**

Bulletin d'informations et d'analyses sur le secteur de la microfinance



Appui de l'État au secteur de la microfinance **Les Imf rassurées par la ministre Véronique Tognifodé**

Formation diplômante

Les lauréats de la promotion 2025 des chargés de prêt reçoivent leurs diplômes

Éducation financière

Célébration de la 8e édition de la Semaine nationale de l'éducation financière

Genre et microfinance

La journée internationale des droits des femmes 2026 diversement célébrée dans la microfinance

Réglementation

Les institutions de microfinance outillées dans le cadre de leur mise en conformité avec la Loi 2025-14



African Microfinance E-Learning
AME-L** Cours à distance en microfinance

Certifiez-vous au métier d'Assistant Manager en Microfinance

**Maîtrisez les
Systèmes
fonctionnels des
IMF et leurs
inter-relations**

**FORMATION EN
LIGNE (3 MOIS) POUR
ASSISTANTS ET
COLLABORATEURS**

- Formation flexible
- Formation multi-support
- Suivi personnalisé des apprenants

INFOLINE :
+229.0197192828
+229.0121326658
contact@alafianetwork.org

AME-L ! Se former et réussir sa vie professionnelle en microfinance

TABLE DES MATIÈRES

Édito

- 5 Microfinance béninoise : un nouvel élan sous l'impulsion de l'État

Actualités

- 6 Appui de l'État au secteur de la microfinance : les Imf rassurées par la ministre Véronique Tognifodé
- 9 Amélioration de l'écosystème financier béninois : vers une meilleure prise en compte des dysfonctionnements réglementaires
- 12 Cours diplômants au Consortium Alafia : les lauréats de la promotion 2025 des chargés de prêt reçoivent leurs diplômes

Genre & Microfinance

- 14 Journée internationale des droits des femmes 2026 : Africa Finances célèbre l'engagement et le leadership féminin
- 16 Organisation de la journée de distinction des clientes et de célébration de la femme : l'Imf Pebco-Bethesda honore la gent féminine en son sein

Éducation financière

- 20 Semaine mondiale de l'argent et 8^e édition de la Semaine nationale de l'éducation financière : SIF Groupe réaffirme son engagement pour l'inclusion financière

Publi-Reportage

- 22 Nouveau plan d'affaires de CIF Assurances Vie Bénin à l'horizon 2030 : une dynamique renouvelée au service des Imf et de leurs clientèles

Finance agricole

- 24 Renforcement du financement agricole au Bénin : Swisscontact soutient l'écosystème à travers une étude sur les services financiers innovants

Microfinance & Environnement

- 26 Vers une performance durable dans le secteur de la microfinance : les institutions béninoises de microfinance réfléchissent à un outil d'évaluation sociale et environnementale

Évolution du secteur

- 28 Mise en conformité à la loi n°2025-14 : les Imf outillées grâce à deux guides pratiques élaborés par l'Anssfd

Inclusion financière : Bon à savoir

- 29 Refinancement des Imf dans l'UEMOA : la Banque centrale explore des pistes d'amélioration

Partenariat

- 30 Partenariat Apsfd-EnDev : les points focaux des organisations partenaires renforcés sur la gestion des subventions locales

Directeur de publication

Ignace C. DOVI

Comité de rédaction

- Joliette AMEGNIGAN
- Ulrich BANKOLE
- Edmond GLODJI
- Yédia HOUNDELO
- Mahudo DAH HOUNNON

Montage - Graphisme

Mahudo DAH HOUNNON

Impression

FICAS +229.0197072962

Dépôt légal n°4834 du 4^e trimestre 2010

ISSN n°1840-6554 du 11 octobre 2010

Contact téléphonique

+229.0121324730

+229.0121326658

+229.0194753001

+229.0196277455

Fax. : +229.0121326780

magazine@alafianetwork.org



African Microfinance E-Learnin
AME-L** Cours à distance en microfinanc



Certifiez-vous au métier de Manager Coordinateur en Microfinance

- ▶ **Renforcez** la coordination interservices et la gestion efficace de votre entité
- ▶ **Maîtrisez** les fondamentaux du management opérationnel et du pilotage d'équipe
- ▶ **Promouvez** la qualité, la performance et la conformité institutionnelles

FORMATION EN LIGNE (3 MOIS) POUR CHEFS DE SERVICE ET CHEFS D'UNITÉS DE PRODUCTION

Formation
flexible



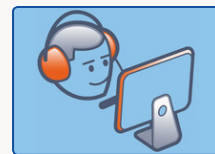
Etudier selon
votre rythme et
depuis chez vous

Formation
multi-supports



Outils pédagogiques
adaptés à vos besoins
et vos usages

Suivi
personnalisé



Accompagnement
de tuteurs et
formateurs

Infoline : +229.0197192828 / 0121326658 contact@alafianetwork.org

Microfinance béninoise : un nouvel élan sous l'impulsion de l'État

L'année 2026 s'ouvre pour notre secteur avec un signal fort : celui d'un engagement réaffirmé de l'État en faveur de la microfinance. La rencontre du 25 mars 2026 entre la ministre des Affaires sociales et de la Microfinance, Madame Véronique Tognifodé, et les dirigeants des IMF, tenue au siège de l'APSFD-Bénin, marque une étape significative dans le dialogue public-privé. Elle confirme que la microfinance demeure un levier central de la politique nationale d'inclusion financière et de lutte contre la pauvreté.

À travers la généralisation annoncée du programme de microcrédit Alafia III, la préparation d'une politique nationale de développement de la microfinance à l'horizon 2032 et la volonté de faciliter l'accès au refinancement auprès des dispositifs publics, le Gouvernement pose les jalons d'un cadre plus structurant et plus inclusif. Ces orientations répondent aux attentes exprimées par les IMF : améliorer les mécanismes de financement, renforcer l'accompagnement technique, sécuriser le cadre réglementaire et élargir la portée de l'inclusion financière au bénéfice des populations, en particulier les plus vulnérables et les ménages ruraux. Elles traduisent également une reconnaissance de la contribution déterminante des IMF au financement des activités génératrices de revenus et au dynamisme de l'économie réelle.

Dans ce contexte, les défis restent nombreux : mise en conformité avec la nouvelle loi de 2025, adaptation des modèles d'affaires aux exigences de transparence et

de protection de la clientèle, montée en puissance du digital et des innovations de services, meilleure prise en compte des risques sociaux et environnementaux.

Ils appellent des réponses coordonnées, où l'appui de l'État doit se conjuguer avec la responsabilité des IMF à renforcer leur gouvernance, leur professionnalisme et leur solidité financière. L'APSFD-Bénin entend, pour sa part, continuer à jouer pleinement son rôle de plateforme de concertation, de plaidoyer et de renforcement de capacités au service de ses membres.

Ce numéro du Magazine de la Microfinance revient sur les engagements pris par les pouvoirs publics et met en lumière les initiatives qui structurent l'écosystème : formation des ressources humaines, promotion du genre, éducation financière, outils d'évaluation sociale et environnementale, nouveaux partenariats techniques et financiers. Il se veut à la fois un espace d'information, de réflexion et de partage d'expériences pour accompagner la profession dans cette nouvelle phase de transformation. Plus que jamais, notre responsabilité collective est de faire de cet appui renouvelé de l'État un véritable tremplin pour une microfinance béninoise plus solide, plus responsable et plus proche des besoins des Béninoises et des Béninois.

m,
q,
i,
o



*Ignace Comlan DOVI
Directeur Général/APSFD-Bénin*

Appui de l'État au secteur de la microfinance : les Imf rassurées par la ministre Véronique Tognifodé



Les Imf du Bénin ont reçu l'assurance du Gouvernement béninois à travers un engagement réaffirmé en faveur du secteur de la microfinance. À l'occasion d'une séance de travail tenue le mercredi 25 mars 2026 à Cotonou, la ministre des Affaires sociales et de la Microfinance, Véronique Tognifodé, a apporté des réponses concrètes aux préoccupations des institutions de microfinance (Imf), tout en annonçant la généralisation imminente du programme de microcrédit Alafia III.

Organisée au siège de l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés du Bénin, cette rencontre s'inscrit dans la dynamique de renforcement du dialogue entre l'État et les acteurs du secteur. Elle a réuni l'ensemble des directeurs généraux des Imf du Bénin, leurs proches collaborateurs ainsi que les responsables de l'association faîtière.

Dans son mot de bienvenue, le directeur général de l'Apsfd-Bénin, Ignace Comlan Dovi, a salué la tenue de cette séance d'échanges, perçue comme un cadre privilégié de concertation. Prenant ensuite la parole au nom des institutions, la présidente de l'APSPD-Bénin, Valentine Huguette Adoukonou, a présenté les principales doléances du secteur.

Parmi celles-ci figurent notamment l'assouplissement des conditions d'accès au refinancement auprès des structures publiques telles que le Fonds national de la microfinance et le Fonds national de développement agricole.





*Romuald Wadagni
Ministre d'État, chargé de l'Économie
et des Finances*

Les Imf ont également plaidé pour un renforcement de l'accompagnement technique, en particulier en matière de formation et de renforcement des capacités, afin de mieux contribuer à l'inclusion financière des populations.

En réponse, la ministre Véronique Tognifodé a salué la contribution déterminante des Imf à l'inclusion financière, notamment en faveur des couches vulnérables. Elle a réaffirmé la volonté du gouvernement, sous l'impulsion du président Patrice Talon, de consolider les acquis et d'accélérer les réformes en cours dans le secteur.

Apportant des éclairages sur les préoccupations soulevées, l'autorité ministérielle a assuré que des réflexions sont en cours pour améliorer les mécanismes de financement. Elle a également pris l'engagement de travailler en étroite collaboration avec le ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances, Romuald Wadagni, afin de garantir des réponses adaptées, du Gouvernement de son Excellence Patrice Talon, aux attentes des acteurs.

Sur le plan stratégique, la ministre a annoncé l'élaboration d'une politique nationale de développement de la microfinance à l'horizon 2032. Ce cadre structurant vise à doter le secteur d'une vision cohérente, à soutenir des réformes durables et à améliorer la qualité des services financiers. L'objectif affiché est d'assainir les systèmes financiers décentralisés et d'atteindre un taux de pénétration d'environ 75 %.

Elle a également mis en avant les avancées notables enregistrées, notamment l'adoption de la loi de juillet 2025 portant réglementation de la microfinance au Bénin, qui renforce le cadre juridique et institutionnel du secteur. En 2025, plus de 148 000 bénéficiaires ont été accompagnés, pour un volume global de financement estimé à 12 milliards de francs CFA.

Le microcrédit Alafia III bientôt généralisé

L'annonce majeure de la rencontre reste la généralisation du programme de microcrédit Alafia III à compter du 1er avril 2026, après une phase pilote jugée concluante. La ministre a précisé que le Conseil des ministres a validé la prise en charge des frais de gestion des trois phases du programme, pour un montant de 984 199 281 francs CFA.



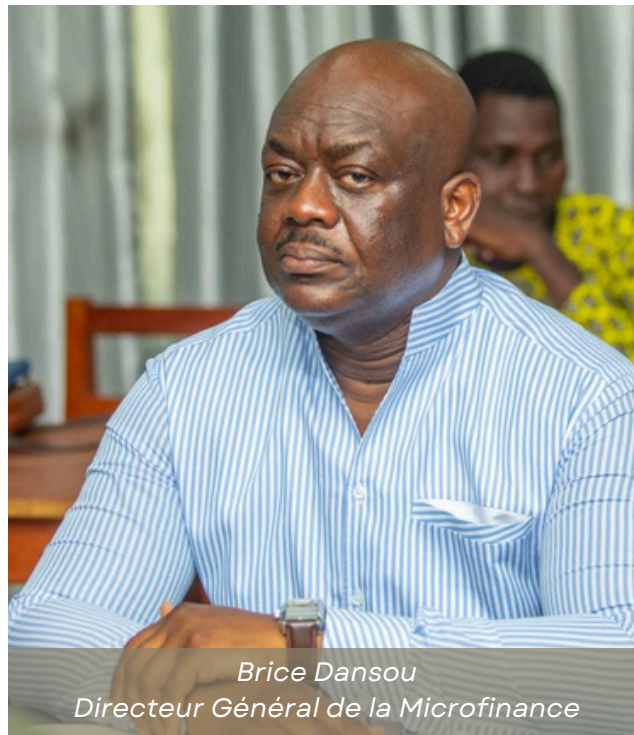
Vue partielle des participants à la rencontre avec le ministre

ACTUALITÉS

Reconnaissant les difficultés persistantes d'accès au financement, notamment liées aux exigences de garanties hypothécaires, Véronique Tognifodé a indiqué que des mesures d'assouplissement sont à l'étude afin de faciliter l'accès aux crédits du Fonds national de la microfinance.

Elle a enfin insisté sur la nécessité de mieux répondre aux attentes des populations, en simplifiant les procédures, en étendant les services aux zones rurales et en adaptant les offres aux réalités économiques. La modernisation du secteur passera également par la digitalisation et l'introduction d'outils innovants, gages d'une inclusion financière plus rapide et équitable.

Pour les Imf réunies au sein de l'Apsfd-Bénin, cette rencontre apparaît comme une étape décisive. Les assurances données par la ministre, ainsi que les engagements pris au nom du gouvernement, suscitent un regain d'espoir quant à la consolidation du secteur et à son rôle stratégique dans le développement économique à la base au Bénin.



*Brice Dansou
Directeur Général de la Microfinance*



Vue partielle des participants à la rencontre avec le ministre

Amélioration de l'écosystème financier béninois : vers une meilleure prise en compte des dysfonctionnements réglementaires



Pilier fondamental de la stabilité et de la confiance dans le secteur financier, la réglementation joue un rôle déterminant dans l'organisation et le bon fonctionnement des marchés. En encadrant les activités des banques, des institutions de microfinance, des fintechs et des opérateurs de services financiers, elle contribue à la protection des usagers, à la prévention des risques systémiques et à la promotion d'une innovation sécurisée.

Toutefois, face à l'évolution rapide du secteur et à l'intensification des exigences, des contraintes d'ordre institutionnel, technique et structurel peuvent engendrer des dysfonctionnements réglementaires. Dans ce contexte, le Secrétariat permanent de la Stratégie nationale d'inclusion financière (Sp-Snif) accorde une attention particulière à l'identification et à la résolution de ces entraves, afin de renforcer l'efficacité du cadre réglementaire et de soutenir le développement d'un secteur financier inclusif, performant et résilient.

Un atelier de validation au cœur des réformes

C'est dans cette dynamique que la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin a accueilli, le jeudi 5 mars 2026, un atelier de validation de l'étude consacrée à la cartographie des dysfonctionnements réglementaires au sein de l'écosystème financier national.



Romulus Biokou, Secrétaire Permanent / Stratégie Nationale d'Inclusion Financière

Organisée par le Sp-Snif, cette rencontre a réuni les principales parties prenantes du secteur, avec pour objectif d'examiner, d'enrichir et de valider les résultats de l'étude avant son adoption finale.

Une mobilisation multisectorielle

L'atelier a rassemblé un large éventail d'acteurs, notamment des représentants de banques, d'institutions de microfinance (Imf), de fintechs, d'opérateurs de téléphonie mobile, ainsi que de l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés.

Des cadres du ministère en charge du Développement et de la Coordination de l'action gouvernementale, des membres du Sp-Snif ainsi qu'un représentant du partenaire technique et financier LuxDev ont également pris part aux travaux.

Un outil stratégique pour identifier les contraintes

Les travaux ont été ouverts par Romulus Biokou, Secrétaire permanent du Sp-Snif, qui a souligné l'importance stratégique de cette étude dans l'amélioration du cadre réglementaire des services financiers.

Selon lui, la cartographie des dysfonctionnements constitue un outil essentiel pour identifier les obstacles freinant l'accès et l'utilisation des services financiers, notamment dans un contexte marqué par l'essor des innovations numériques.

La présentation technique de l'étude, assurée par le cabinet Logica, a mis en évidence plusieurs

contraintes réglementaires et institutionnelles susceptibles de limiter l'efficacité des initiatives d'inclusion financière. Elle a également permis de formuler des recommandations visant à renforcer la cohérence du cadre réglementaire et à améliorer la collaboration entre les acteurs.

Des échanges constructifs pour une validation concertée

Les participants ont ensuite pris part à des discussions riches et constructives, apportant des contributions et des observations en vue d'améliorer le document final. Ces échanges ont permis de consolider les analyses et de garantir une meilleure prise en compte des préoccupations des différentes parties prenantes.

Au terme des travaux, l'étude a été validée, sous réserve de l'intégration des amendements formulés.

Une avancée vers un environnement réglementaire plus performant

Cette validation marque une étape importante dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'inclusion financière. Elle ouvre la voie à des réformes adaptées, susceptibles de lever les contraintes identifiées et de favoriser un environnement plus propice à l'innovation et à l'inclusion financière.

Clôturent l'atelier, Romulus Biokou a salué la qualité des contributions et réaffirmé l'engagement du Sp-Snif à poursuivre le dialogue avec l'ensemble des acteurs, dans une logique de co-construction d'un cadre réglementaire plus efficace et inclusif au Bénin.



Vue partielle des participants à la rencontre



Formation diplômante Chargé de prêts ou Agent de crédit

- ▶ **Connaître** le secteur de la microfinance et les spécificités liés au métier de Chargé de Prêt et charges connexes dans un SFD
- ▶ **Comprendre** les processus de conception et de déploiement d'un nouveau produit, y compris le marketing, dans un SFD
- ▶ **Maîtriser** le cycle du crédit, de l'épargne et des engagements par signature ainsi que les diligences associées à chaque étape
- ▶ **Maîtriser** les techniques de prospection, de constitution, de suivi et de consolidation d'un portefeuille de crédit et d'épargne
- ▶ **Être capable** de développer de la proactivité pour l'efficacité dans la constitution et la gestion d'un portefeuille productif dans un SFD

Cours diplômants au Consortium Alafia : les lauréats de la promotion 2025 des chargés de prêt reçoivent leurs diplômes



Remise de diplôme de Chargé de Prêt à une lauréate par Koudous Hintenou, Secrétaire Général du Consortium Alafia

Le secteur de la microfinance au Bénin s'enrichit de nouveaux professionnels mieux formés pour renforcer la performance des institutions, améliorer la qualité des portefeuilles et garantir une meilleure protection des clients. Les lauréats de la 14^e promotion des chargés de prêt en microfinance, formés en 2025 sous l'égide de l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés, à travers le Consortium Alafia, ont reçu leurs diplômes lors d'une cérémonie organisée le jeudi 26 février 2026 à Cotonou, au siège de l'institution.

Une formation complète et professionnalisante

La formation, à la fois théorique et pratique, a couvert des modules essentiels tels que l'analyse financière, l'évaluation des risques, le suivi du portefeuille, la relation clientèle et l'éthique professionnelle. Elle vise à doter les apprenants de compétences techniques et comportementales indispensables à l'exercice du métier de chargé de prêt.

Dans son allocution, Ignace Dovi, Directeur général du Consortium Alafia, a salué la qualité du travail accompli par les apprenants ainsi que l'engagement de l'équipe pédagogique.



Vue partielle des récipiendaires

Des résultats encourageants

Au total, 22 candidats ont pris part à l'examen final. Parmi eux, 17 ont été déclarés admis, 3 admis sous réserve et 2 ajournés, soit un taux de réussite global de 77,27 %. Les résultats se répartissent comme suit : 2 mentions Très bien, 6 mentions Bien et 9 mentions Assez bien.

Ces performances traduisent le sérieux de la formation et la motivation des apprenants à se hisser aux standards du secteur.



Remise de diplôme de Chargé de Prêt à un lauréat par Ignace C. Dovi, Directeur Général du Consortium Alafia



Vue partielle de la 14e promotion des Chargés de Prêts diplômés

Un appel à l'engagement professionnel

S'adressant aux récipiendaires, le Directeur général a rappelé que ce diplôme constitue une étape décisive dans leur parcours professionnel : « Ce diplôme est un levier, non un aboutissement. Il vous engage à mettre en pratique les compétences acquises, à incarner des valeurs d'intégrité, de professionnalisme et de proximité sur le terrain. » Il a exprimé le souhait que cette nouvelle promotion contribue activement à l'édification d'une microfinance béninoise plus performante, responsable et inclusive.

Une mission de professionnalisation du secteur

Ces formations diplômantes s'inscrivent dans la mission du Consortium Alafia, qui œuvre à la professionnalisation des métiers de la microfinance, à l'amélioration de la qualité des services offerts aux clients et au renforcement de la solidité des institutions.

À travers cette initiative, l'Association professionnelle des systèmes financiers Décentralisés confirme son rôle clé dans le développement des compétences et la structuration du secteur de la microfinance au Bénin.



Photo de famille des récipiendaires avec les invités à la cérémonie officielle de remise de diplômes

Journée internationale des droits des femmes 2026 : Africa Finances célèbre l'engagement et le leadership féminin



Vue partielle du personnel féminin et des Élués femmes de l'institutions de microfinance Africa Finances à l'occasion de la célébration de la journée internationale des droits des femmes

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, Africa Finances a organisé, le 21 mars 2026 à son siège, une cérémonie dédiée à la valorisation de son personnel féminin. Initiée conjointement par la Direction générale et l'Amicale des femmes, cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de reconnaissance du rôle déterminant des femmes, tant au sein de l'institution que dans le secteur financier.



Huguette Adoukonou, Directrice Générale de Africa Finances, lors de sa communication sur l'épanouissement et le développement personnel de la femme

Placée sous le signe du partage, de la reconnaissance et de l'autonomisation, cette journée a réuni collaboratrices, responsables et partenaires autour d'un objectif commun : promouvoir l'égalité des chances et renforcer le leadership féminin dans un environnement professionnel en constante mutation.

Une mobilisation institutionnelle significative

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence de la Présidente du Conseil d'administration, dont la participation a conféré à l'événement une portée institutionnelle forte. L'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés a également pris part à la rencontre, témoignant de l'intérêt du secteur pour cette initiative.



Vue du Présidium installé à l'occasion de la célébration de la journée internationale des droits des femmes à Africa Finances

Dans son intervention, le Directeur de l'Apsfd a salué les efforts d'Africa Finances en matière de promotion d'un environnement de travail inclusif et favorable à l'épanouissement des femmes. Il a par ailleurs souligné la nécessité de poursuivre les actions en faveur de leur autonomisation économique, tout en renforçant les mécanismes de bonne gouvernance et de transparence. La participation des élues femmes a également contribué à enrichir les échanges, en apportant un éclairage institutionnel et sociétal sur les enjeux liés au leadership féminin.

Des activités axées sur le développement personnel et professionnel

Plusieurs activités ont rythmé cette journée, notamment une session de formation consacrée à l'épanouissement et au développement personnel de la femme, des partages d'expériences, des interventions inspirantes ainsi que des moments de convivialité. Ces différentes séquences ont permis aux participantes de valoriser leurs parcours, d'exprimer leurs ambitions et de réfléchir aux défis persistants liés à la

représentativité des femmes dans les sphères décisionnelles.

Valorisation des performances féminines

Un temps fort de la cérémonie a été consacré à la distinction de certaines collaboratrices dont les agences se sont illustrées par leurs performances au cours de l'année 2025. Cette reconnaissance a mis en lumière leur professionnalisme, leur sens du leadership et leur contribution significative aux résultats de l'institution.

Un engagement renouvelé pour l'égalité professionnelle

Prenant la parole, la Directrice générale d'Africa Finances a réaffirmé l'engagement de l'institution en faveur de l'égalité professionnelle. Elle a insisté sur la mise en œuvre de politiques internes visant à renforcer les compétences, à favoriser l'accès des femmes aux postes de responsabilité et à promouvoir un environnement de travail équitable.

Une célébration porteuse de sens

Au-delà de son caractère commémoratif, cette célébration a constitué un véritable moment de mobilisation et de sensibilisation. Elle a rappelé que l'investissement dans le

potentiel féminin représente un levier stratégique de performance et de développement durable.

En clôture, les participantes ont salué la qualité de l'organisation et réaffirmé leur engagement à contribuer activement au développement et au rayonnement d'Africa Finances. Plus qu'une célébration, cette journée se veut une invitation à l'action collective pour la construction d'un environnement professionnel plus équitable et inclusif.



Organisation de la journée de distinction des clientes et de célébration de la femme : l'Imf Pebco-Bethesda honore la gent féminine en son sein



Vue partielle du personnel féminin de l'institution Pebco-Bethesda à l'occasion de la célébration de la journée internationale des droits des femmes

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, l'institution de microfinance Pebco-Bethesda a organisé, le vendredi 27 mars 2026, une cérémonie dédiée à la fois à la valorisation de la gent féminine et à la distinction de ses meilleures clientes. À travers cette initiative, l'institution réaffirme son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes et du développement inclusif.



Cet événement majeur s'inscrit dans une dynamique de promotion des femmes entrepreneurs, véritables piliers du tissu économique soutenu par Pebco-Bethesda.

Une matinée placée sous le signe de l'unité et de l'élégance

Les festivités ont débuté dans une atmosphère à la fois solennelle et conviviale, dans un cadre soigneusement aménagé. L'harmonie visuelle était au rendez-vous : les participants, vêtus majoritairement de blanc, symbolisaient la paix, la pureté et l'unité.

Les femmes, élégantes et fières, ont sublimé leurs tenues avec des foulards bleus, tandis que les hommes arboraient des

accessoires assortis – chapeaux et touches de tissu bleu-vert – en référence aux couleurs de Pebco-Bethesda. Cette cohérence vestimentaire a contribué à créer une ambiance esthétique forte, marquée par une identité visuelle assumée et fédératrice.

Une forte mobilisation institutionnelle et partenariale

La cérémonie a connu la participation de nombreux acteurs clés de l'écosystème de Pebco-Bethesda, notamment le Consortium Alafia ainsi que plusieurs partenaires fidèles. Étaient également présents les membres du Conseil d'administration, du Conseil de veille éthique et spirituelle, la Direction générale ainsi que les directeurs techniques de l'institution. Aux côtés de ces responsables, le personnel et de nombreux clients ont répondu présents, témoignant de l'importance de l'événement.



Joliette Amegnigan, Représentante de l'APSPD-Bénin, lors de son intervention

Cette mobilisation illustre une réalité essentielle : la promotion de la femme se construit dans la complémentarité avec les hommes. Leur participation active tout au long de la cérémonie renforce l'image d'une institution inclusive, tournée vers le progrès collectif.

Une cérémonie riche en temps forts et en émotions

Le déroulement de la matinée a été marqué par une succession harmonieuse



Le groupe folklorique invité pour la circonstance égaye l'assistance avec des chants

d'interventions et d'activités. Les allocutions officielles ont mis en lumière le rôle central des femmes dans le développement économique et social, tout en rappelant l'engagement constant de Pebco-Bethesda à accompagner ses clientes dans leurs initiatives entrepreneuriales. Le moment phare de la cérémonie a été la distinction des meilleures clientes. Dans une ambiance empreinte de fierté et d'émotion, plusieurs d'entre elles ont été honorées pour leur parcours, leur rigueur et leur impact au sein de leurs communautés. À travers ces distinctions, l'institution célèbre une vision claire : celle d'une microfinance au service de l'autonomie financière des populations.

Des témoignages inspirants

Les témoignages des clientes ont constitué l'un des moments les plus marquants de la cérémonie. Elles ont partagé leurs expériences, les défis rencontrés ainsi que les progrès réalisés grâce à l'accompagnement de Pebco-Bethesda. Ces récits authentiques ont permis d'illustrer concrètement l'impact des actions de l'institution, tout en suscitant admiration et motivation au sein de l'assistance.

Une célébration aux couleurs de la culture

Au-delà de son caractère institutionnel, la cérémonie s'est distinguée par une ambiance festive et culturelle. Des prestations artistiques, humoristiques ainsi que l'intervention d'un groupe folklorique ont rythmé la journée. Entre musique, danse et moments de convivialité, l'événement s'est transformé en un véritable espace de partage, permettant aux participants de célébrer ensemble leurs réussites dans une atmosphère chaleureuse.

Un leadership confirmé dans la microfinance

À travers cette initiative, Pebco-Bethesda confirme son positionnement en tant qu'acteur majeur et engagé dans le secteur de la microfinance. En collaboration avec ses partenaires, dont le Consortium Alafia, l'institution démontre sa

capacité à allier organisation rigoureuse et impact social. Chaque édition de cette cérémonie renforce ainsi sa crédibilité, tout en mettant en lumière les efforts et les réussites de ses clients.

Au-delà des femmes, une célébration communautaire

Bien que dédiée à la femme, cette journée s'est imposée comme une célébration de toute une communauté : clientes, agents, partenaires et acteurs institutionnels réunis autour d'une vision commune. En valorisant les parcours exemplaires, Pebco-Bethesda ne se limite pas à récompenser des individus ; elle crée un modèle d'inspiration et un standard d'excellence pour l'ensemble de sa clientèle.

Une journée mémorable

La cérémonie du 27 mars 2026 restera comme un moment fort de reconnaissance, de partage et d'engagement. À travers une organisation soignée et une ambiance alliant élégance, culture et émotion, Pebco-Bethesda a démontré que la valorisation des femmes constitue un puissant levier de transformation sociale.

Une conviction s'impose alors comme une évidence: lorsque les femmes progressent, c'est toute la société qui avance.



Le personnel féminin esquisse des pas de danse avec l'accompagnement du groupe folklorique



ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DES SYSTÈMES FINANCIERS
DÉCENTRALISÉS DU BÉNIN

Formation diplômante au métier de Responsable d'Agence Chef d'Agence

Maîtriser le pilotage et la gestion d'une agence de microfinance

Améliorer la supervision des opérations techniques (crédit, épargne, comptabilité)

Développer les performances commerciales et sociales de l'agence

Renforcer les compétences en management d'équipe et en leadership

Infoline : +229.0197192828 / 0121326658 contact@alafianetwork.org

Semaine mondiale de l'argent et 8^e édition de la Semaine nationale de l'éducation financière : SIF Groupe réaffirme son engagement pour l'inclusion financière



Du 16 au 22 mars 2026, la Bourse du Travail a accueilli un événement majeur consacré à la promotion de la culture financière au Bénin : la 8^e édition de la Semaine mondiale de l'argent (SMA), couplée à la 3^e édition de la Semaine nationale de l'éducation financière (SNEF). L'initiative, portée par la société d'inclusion financière SIF-Groupe avec le soutien d'Ecobank Bénin, s'inscrit dans une dynamique globale de renforcement des compétences financières des populations, en particulier des jeunes.

Placée sous le thème : « Parlons intelligemment d'argent » et « Parlons argent, construisons l'avenir grâce aux innovations technologiques », cette édition met l'accent sur l'importance d'une gestion financière responsable à l'ère du numérique.

Une ouverture officielle sous le signe de l'engagement

La cérémonie d'ouverture s'est tenue sous la présidence de Adam Affo Dendé, Directeur général du secteur financier et vice-président du Comité de pilotage de la Stratégie nationale de l'inclusion financière. Elle a réuni des acteurs clés du secteur financier, des représentants d'institutions publiques et privées, ainsi que de nombreux élèves et étudiants issus de lycées, collèges et universités.

Dans son allocution, Adam Affo Dendé a souligné la nécessité, pour les jeunes, de développer une culture financière solide en complément de leur formation académique, afin de mieux s'adapter aux mutations du secteur financier, notamment celles induites par les innovations technologiques.



Armel Allavo, Gérant de SIF Groupe



Vue partielle des jeunes mobilisés pour la célébration de l'événement

Une initiative structurée autour de l'inclusion financière

Prenant la parole, Arnel Bruno Allavo, gérant de SIF Groupe, a rappelé que cette initiative s'inscrit dans un programme global de promotion de l'inclusion financière, ciblant prioritairement les jeunes, les femmes, les exploitants agricoles et les artisans. Selon lui, cette démarche repose sur trois axes fondamentaux : (i) l'accès aux services financiers; (ii) la qualité de leur utilisation et (iii) la santé financière des populations.

De son côté, Brice Aurel Mèdo, représentant d'Ecobank Bénin, a indiqué que ce partenariat ambitionne d'atteindre plus de 150 000 bénéficiaires à travers des campagnes en milieu scolaire, des ateliers pratiques et diverses actions éducatives. Il a également insisté sur l'importance du renforcement des capacités des enseignants, des institutions financières et des organisations communautaires, en vue d'un système d'éducation financière durable.

Une semaine riche en activités pédagogiques

Tout au long de la semaine, un programme varié d'activités éducatives a été déployé à l'endroit de différents publics. Parmi celles-ci figuraient : (i) des concours d'éducation financière, (ii) des visites d'établissements bancaires et d'opérateurs de mobile money, (iii) des journées de sensibilisation, ainsi que (iv) des sessions de formation.

Ces activités ont permis d'aborder des thématiques essentielles telles que l'épargne, le crédit responsable, la gestion budgétaire et l'entrepreneuriat. Une attention particulière a été accordée aux jeunes, à travers des approches interactives visant à les initier précocement aux bonnes pratiques financières.

Reconnaissance et innovation au cœur de l'événement

À cette occasion, SIF Groupe a décerné une distinction honorifique à Ecobank Bénin, en reconnaissance de sa participation continue aux huit éditions de la Semaine mondiale de l'argent.



Vue partielle des participants aux activités de SIF Groupe

La cérémonie a été suivie d'une présentation technique consacrée à la Plateforme interopérable du système de paiement instantané (PI-SPI) de la BCEAO, illustrant les avancées en matière d'innovation financière dans la sous-région.

Une édition porteuse de perspectives

L'édition 2026 de la Semaine mondiale de l'argent et de la SNEF

confirme, une fois de plus, le rôle central de l'éducation financière comme levier de développement économique et social.

À travers une mobilisation collective et des actions concrètes, cette initiative ouvre la voie à une autonomisation accrue des populations, en particulier des jeunes, dans un environnement financier en constante évolution.



Des approches interactives visant à amener les jeunes à adopter les bonnes pratiques financières

Nouveau plan d'affaires de CIF Assurances Vie Bénin à l'horizon 2030 : une dynamique renouvelée au service des Imf et de leurs clientèles



Le mercredi 18 février 2026, une séance de validation du projet de plan d'affaires à l'horizon 2030 de CIF Assurances-Vie Bénin s'est tenue dans la salle de réunion de la Fececam-Bénin, à Abomey-Calavi. Cette rencontre stratégique a réuni une vingtaine de participants, parmi lesquels des représentants des systèmes financiers décentralisés (Sfd), des entités actionnaires, des cadres et élus des caisses de base de la Fececam-Bénin, des responsables de la compagnie d'assurance, des représentants des bénéficiaires, ainsi que des experts du cabinet en charge de l'étude.

Un processus participatif de validation

La séance a été ouverte par Victorin Houédanou, président de la compagnie, qui a invité le cabinet d'expertise à présenter les grandes orientations du document soumis à validation.

Le projet de plan d'affaires a été élaboré par le cabinet SIFEC, dirigé par Richard Viaho, avec l'appui de Septus Houndaho et Brice Coovi. Les échanges ont permis d'enrichir le document grâce aux contributions des différentes parties prenantes, dans une démarche inclusive et collaborative.

Une forte implication des acteurs du secteur

La rencontre a été marquée par la présence de Tahirou Bassabi, Directeur général de la FECECAM-Bénin, ainsi que de Félix-Edouard Ladekan, Directeur général de CIF Assurances Vie Bénin. Des représentants de l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés et du système financier décentralisé Africa Finances ont également pris part aux travaux, témoignant de l'intérêt du secteur pour cette initiative structurante.

Un plan orienté vers les réalités du secteur

Le projet de plan d'affaires met en avant un modèle économique adapté aux réalités des institutions

partenaires et des populations bénéficiaires. Il prend en compte les contraintes du secteur, les évolutions réglementaires ainsi que les enjeux environnementaux et socio-économiques. À court et moyen termes, ce nouveau cadre stratégique vise à renforcer l'offre de services d'assurance en lien avec les besoins spécifiques des institutions de microfinance et de leurs clientèles.

Une feuille de route pour renforcer l'écosystème financier

La mise en œuvre de ce plan d'affaires devrait favoriser une adhésion accrue des institutions de microfinance (Imf) autour d'une vision commune, contribuant ainsi à la consolidation du secteur et au renforcement de l'écosystème financier à l'horizon 2030.

À travers cette initiative, CIF Assurances Vie Bénin ambitionne de créer de nouvelles opportunités, tout en accompagnant durablement les acteurs du secteur dans une dynamique d'innovation, de résilience et de croissance inclusive.

Cultive ta paix intérieure

+229 01 66 66 01 51 / 01 66 85 33 72

Quartier ADJAKE, Abomey-Calavi

www.cif-vie.bj

www.cif-vie.bj



CIF Assurances-Vie Bénin

"La paix intérieure commence au moment où vous choisissez de ne pas laisser une situation ou une personne contrôler vos émotions."

Pema Chödrön

[#instantmotivation](#) [#CIFAssurancesVie](#)
[#PrévoirCestProtéger](#) [#AssurancePourTous](#)

Renforcement du financement agricole au Bénin : Swisscontact soutient l'écosystème à travers une étude sur les services financiers innovants



Vue partielle des participants à l'atelier de restitution des résultats de l'étude sur les services financiers innovants dédiés au financement agricole au Bénin

Un atelier de restitution des résultats de l'étude sur les services financiers innovants dédiés au financement agricole au Bénin s'est tenu le mardi 10 mars 2026 à l'Hôtel du Lac à Cotonou. Financée par Swisscontact dans le cadre du projet Béninclusif, cette étude vise à identifier et promouvoir des mécanismes financiers adaptés aux besoins des acteurs du secteur agricole, en particulier les producteurs et les petites entreprises rurales.

Un engagement en faveur d'un financement agricole inclusif

La cérémonie d'ouverture et de clôture a été présidée par Emmanuel Bossennec, Directeur pays de Swisscontact au Bénin. Dans son intervention, il a souligné la nécessité de renforcer l'accès des acteurs agricoles à des services financiers adaptés, afin d'améliorer la productivité et la résilience du secteur face aux défis économiques et climatiques. L'atelier a réuni des représentants d'institutions de microfinance, des acteurs du secteur agricole ainsi que des partenaires techniques et financiers.

Présentation des actions et résultats de Swisscontact

Les travaux ont été marqués par trois communications principales. La première, présentée par Emmanuel Bossennec et Peggy Alladassi, a porté sur la présentation de Swisscontact et de ses interventions au Bénin. Organisation de développement à but non lucratif, Swisscontact intervient dans 41 pays et est présente au Bénin depuis 2002. Les intervenants ont notamment présenté les projets en cours, dont FORCE, Béninclusif et Senior Expert Contact.

La première phase du projet Béninclusif a permis d'enregistrer des résultats significatifs, notamment : (i) l'appui à 1 000 pisciculteurs et 500 femmes transformatrices de poisson, (ii) la formation de 1 003 producteurs d'orange aux bonnes pratiques agricoles, (iii) l'accompagnement de 450 producteurs pour l'accès au crédit, dont 54 crédits d'investissement accordés.

Une nouvelle phase orientée vers les défis climatiques

La deuxième phase du projet met l'accent sur l'adaptation aux changements climatiques. Elle s'articule autour de quatre axes : la promotion de pratiques agricoles résilientes, le développement de services financiers adaptés, l'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG) et l'amélioration de l'accès aux marchés.

Des propositions concrètes pour les institutions financières

Les deux autres communications, présentées par Aboubakary Aboudou, ont porté respectivement sur la cartographie des services financiers offerts par les institutions de microfinance (Imf) et sur les propositions d'instruments financiers innovants.



Ces analyses ont permis d'identifier les insuffisances des offres actuelles ainsi que les opportunités d'innovation, notamment en matière de produits adaptés aux cycles agricoles, aux risques climatiques et aux besoins d'investissement des producteurs.

Vers une meilleure synergie des acteurs

Au terme des échanges, les participants ont souligné l'importance de renforcer la collaboration entre les institutions financières et les acteurs des chaînes de valeur agricoles, afin de faciliter un accès durable au financement. Les perspectives issues de cette étude portent notamment sur la diffusion des résultats auprès des institutions de microfinance et des parties prenantes, en vue de favoriser l'adoption de solutions financières innovantes au service du développement agricole au Bénin.



Vers une performance durable dans le secteur de la microfinance : les institutions béninoises de microfinance réfléchissent à un outil d'évaluation sociale et environnementale



Les enjeux sociaux et environnementaux occupent une place importante dans les stratégies financières, ce qui amène les institutions de microfinance (Imf) à s'engager progressivement dans une démarche plus responsable et durable. Dans une telle dynamique, un atelier de réflexion initié par l'Agence de surveillance des Institutions de microfinance (Anssfd) a réuni plusieurs acteurs du secteur autour d'un objectif commun : concevoir un outil pertinent d'évaluation des performances des Imf en matière de gestion sociale et environnementale.

Un besoin croissant de structuration

Au-delà de leur mission première d'inclusion financière, les Imf sont de plus en plus attendues sur leur capacité à générer un impact positif sur les communautés qu'elles servent, tout en limitant leur empreinte sur l'environnement. Bien qu'au plan international, il existe des outils harmonisés, les Imf du Bénin ressentent le besoin de disposer d'un outil adapté au contexte local rendant plus aisés la mesure et le pilotage de leurs performances.

L'atelier du 17 mars 2026, tenu dans les locaux de l'Anssfd s'est ainsi positionné comme un espace d'échange et de co-construction, permettant aux participants de partager leurs expériences, défis et bonnes pratiques en matière de gestion des performances sociales et environnementales (Gpse).

Les échanges ont notamment porté sur les expériences des structures utilisant déjà des outils

proposés par des organisations tierces, leurs points forts et surtout les points faibles nécessitant une attention particulière dans l'élaboration de l'outil à concevoir, les modalités de production de données, les mécanismes susceptibles de garantir la fiabilité des données, etc.

Un pas vers une microfinance plus responsable

Cet atelier, qui marque une étape importante dans la structuration de la gestion des performances sociales et environnementales au sein du secteur béninois de la microfinance s'inscrit dans le cadre de l'appui de la Coopération luxembourgeoise (LuxDev) à travers le projet Ben-005. Il témoigne d'une prise de conscience collective et d'un engagement renforcé en faveur d'un développement inclusif et durable.

À terme, la mise en place de cet outil d'évaluation permettra non seulement d'améliorer la transparence et la redevabilité des institutions, mais aussi de renforcer leur crédibilité auprès des partenaires techniques et financiers.



Mise en conformité à la loi n°2025-14 : les Imf outillées grâce à deux guides pratiques élaborés par l'Anssfd



Dans le cadre de la mise en conformité à la loi n°2025-14 du 2 juillet 2025 portant réglementation de la microfinance en République du Bénin, les institutions de microfinance (Imf) bénéficient désormais de nouveaux outils d'accompagnement. L'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés a procédé à la mise à disposition de deux guides pratiques élaborés par l'Agence Nationale de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés.

Des outils pour accompagner la transformation du secteur

La transformation institutionnelle induite par la nouvelle réglementation constitue un enjeu majeur, tant pour les autorités de tutelle que pour les IMF elles-mêmes. Dans ce contexte, ces deux guides visent à accompagner les acteurs dans leur processus d'adaptation aux nouvelles exigences réglementaires. Il s'agit notamment : (i) du guide méthodologique de regroupement et d'affiliation, destiné aux IMF mutualistes et aux coopératives d'épargne et de crédit et (ii) du guide pratique de mise en conformité à la loi uniforme régissant le secteur de la microfinance au Bénin.

Un cadre pour structurer et renforcer les institutions

Le guide méthodologique de regroupement et d'affiliation propose des orientations opérationnelles aux institutions mutualistes afin de faciliter leur mise en conformité. Il s'inscrit dans un contexte de restructuration du secteur, marqué par la volonté de renforcer sa solidité, d'améliorer la gouvernance et de consolider les dispositifs de contrôle, en particulier pour les petites et moyennes structures.

Ces évolutions répondent à des exigences accrues en matière de sécurité financière et de professionnalisation des acteurs.

Clarifier les exigences et orienter les choix stratégiques

De son côté, le guide de mise en conformité vise à expliciter les principales innovations introduites

par la nouvelle réglementation et leurs implications pour les IMF. Il propose également : (i) des schémas-types de transformation institutionnelle, (ii) une présentation des différentes options stratégiques et de leurs enjeux, ainsi (iii) qu'une démarche adaptée aux spécificités de chaque catégorie d'institution.

Des outils d'orientation, non des solutions clés en main

Ces guides constituent des instruments d'orientation et d'aide à la décision. Ils ne se substituent pas à un accompagnement technique spécialisé, nécessaire pour la mise en œuvre effective des transformations au sein de chaque institution.

Un appui déterminant pour la conformité réglementaire

Déjà transmis aux IMF, ces documents devraient contribuer de manière significative à leur mise en conformité avec la nouvelle loi. Ils représentent un levier important pour accompagner la modernisation du secteur et renforcer sa crédibilité.

À travers cette initiative, l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés et l'Agence Nationale de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés confirment leur engagement à soutenir les institutions dans leur transformation, au service d'un secteur de la microfinance plus structuré, résilient et performant.

Refinancement des Imf dans l'UEMOA : la Banque centrale explore des pistes d'amélioration



Un atelier d'échanges consacré à l'analyse des conditions de refinancement des institutions de microfinance (Imf) s'est tenu ce mercredi à Cotonou, au siège de l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une étude commanditée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

Une étude stratégique pour l'accès aux ressources financières

La mission est conduite par le cabinet Horus, représenté lors de l'atelier par Elise Juget, cheffe d'équipe. L'étude vise à analyser les conditions de refinancement des Imf afin d'identifier les leviers susceptibles de faciliter leur accès aux ressources financières. Cet atelier s'inscrit dans une série de consultations menées auprès des acteurs du secteur. Il concerne notamment les institutions visées par l'article 70 de la loi n°2025-14 du 2 mars 2025 portant réglementation des institutions de microfinance au Bénin. Une quinzaine de représentants d'Imf ont pris part aux travaux.

Une démarche participative saluée par les acteurs

Les travaux ont été officiellement ouverts par Ignace Comlan Dovi, Directeur général de l'Apsfd-Bénin. Dans son allocution, il a salué l'initiative de la Banque centrale, soulignant qu'elle ouvre des perspectives prometteuses pour le secteur de la microfinance et pour les populations bénéficiaires.

Il a également invité les participants à privilégier des échanges francs et constructifs avec l'équipe de consultants, afin de contribuer efficacement à la qualité des analyses en cours.

Des échanges axés sur les contraintes et opportunités

Au cours de l'atelier, les représentants des institutions participantes ont partagé leurs expériences, les difficultés rencontrées ainsi que leurs attentes en matière de refinancement. Ces contributions permettront d'enrichir les travaux du cabinet Horus et d'alimenter les réflexions de la Bceao sur l'amélioration des mécanismes de financement du secteur.

Vers des solutions adaptées au secteur de la microfinance

À travers cette démarche participative, les acteurs de la microfinance entendent contribuer à l'élaboration de solutions adaptées, capables de renforcer la capacité de financement des Imf. À terme, ces efforts devraient favoriser un accès accru aux services financiers et soutenir l'inclusion financière au bénéfice des populations.

Partenariat Apsfd-EnDev : les points focaux des organisations partenaires renforcés sur la gestion des subventions locales

Dans le cadre de son partenariat avec l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés, le projet Energising Development (EnDev), mis en œuvre par la GIZ, a organisé au début du mois de mars un atelier de renforcement des capacités des points focaux des organisations partenaires sur la gestion des subventions locales.

Un programme international au service de l'accès à l'énergie

EnDev est un programme multi-bailleurs financé par les gouvernements des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la Norvège et de la Suisse. Il œuvre à promouvoir un accès durable à des services énergétiques modernes et de qualité, au profit des ménages, des institutions sociales et des petites et moyennes entreprises. Au Bénin, ses interventions couvrent l'ensemble du territoire national et s'articulent autour de deux principales composantes : l'énergie de cuisson propre et l'énergie solaire.

Une nouvelle dynamique axée sur l'utilisation productive de l'énergie

Dans le cadre de sa phase 2021-2026, le projet a élargi son champ d'action à la promotion de l'utilisation productive de l'énergie (Upe), notamment à travers l'intégration d'équipements solaires et de solutions de cuisson propre dans les chaînes de valeur de plusieurs secteurs d'activité. Cette approche repose sur des partenariats avec des organisations locales, formalisés par des conventions de subventions locales.

Un atelier pour renforcer les capacités des partenaires

L'atelier, organisé sur deux jours, a réuni les points focaux des structures partenaires ayant signé des accords avec EnDev. Parmi celles-ci figurent l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés dans le domaine de la finance verte, ainsi que des entreprises telles que Qotto, Lagazel, Villageboom et Takaz, actives dans la fourniture de solutions solaires. L'Agence Nationale de Normalisation de Métrologie et de Contrôle Qualité a



Vue des participants à l'atelier de renforcement des capacités des points focaux des organisations partenaires

également pris part aux travaux. L'objectif de la rencontre était de mieux outiller les participants sur les spécificités de gestion des subventions locales, afin de lever les incompréhensions et d'optimiser l'exécution des activités financées.

Des échanges techniques pour une meilleure maîtrise des procédures

Les travaux ont été animés par Charles Houessou, expert mandaté pour accompagner les partenaires. Les échanges ont porté sur :

- les mécanismes de financement de la GIZ,
- les principes des subventions locales,
- le contenu des conventions de financement,
- ainsi que les exigences comptables et financières.

Les subventions locales constituent un dispositif de financement destiné aux organisations locales, visant à renforcer leurs capacités institutionnelles et à améliorer leur maîtrise des outils de gestion financière.

Une initiative saluée par les participants

Au terme de l'atelier, les participants ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des échanges et à la pertinence des thématiques abordées. Ils ont également salué l'initiative du projet EnDev, qui contribue à renforcer la collaboration et l'efficacité des actions menées sur le terrain.

À travers ce renforcement de capacités, le partenariat entre EnDev et ses structures partenaires se consolide, au service d'un développement énergétique durable et inclusif au Bénin.





APSFD-Bénin



Défense des intérêts collectifs et promotion des IMF



Information du public sur les réalisations de la corporation



Formation des institutions de microfinance membres



Gestion des services d'intérêt commun en faveur des membres



Développement institutionnel et coopération entre SFD



ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DES SYSTÈMES FINANCIERS
DÉCENTRALISÉS DU BÉNIN